

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 15 septembre 2022
(Convocation du 07 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	26
• Voix	132
Pouvoirs	
• Nombre	15
• Voix	134
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	41
• Voix	266
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2021 - Ajustement de programme - Fiche n° 30 bis - Mise en sécurité sur le réservoir de Miramont

Exposé des motifs :

L'étude de danger du réservoir de Miramont a mis en évidence la nécessité de rehausser les bajoyers de l'évacuateur de crue et du bassin de dissipation, de réaliser deux merlons de part et d'autre du dissipateur, de retirer la rambarde et rehausser la passerelle. De plus, il a été mis en évidence un phénomène d'érosion important et la formation d'une marche au niveau de l'antibatillage

Une première estimation des services avait conclu à un montant de 120 000 € HT dont 20 000 € HT de maîtrise d'œuvre.

Cependant suite aux discussions avec les services de l'état, en particulier sur la quantité de matériaux de l'anti batillage (augmentation de la surface couverte et de la profondeur d'ancrage) et l'augmentation des couts des matériaux et de l'énergie, il est nécessaire d'actualiser le montant prévisionnel des travaux, sachant que la maîtrise d'œuvre (CACG) a déjà été engagé pour un montant de 19 890,82 € HT

	Montant initial	Montant actualisé
Maitrise d'œuvre	20 000 € HT	20 000 € HT (déjà engagé 19 890,82 € HT)
Travaux	100 000 € HT	150 000 € HT
Total	120 000 € HT	170 000 € HT

Considérant la délibération n°02/2021 en date du 28 janvier 2021 de l'Institution Adour relative au programme d'actions 2021,
Considérant les évolutions du programme de travaux et l'augmentation des coûts des matériaux et de l'énergie,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche programme n° 30 du programme d'actions 2021,
- d'approuver la fiche programme 30 bis du programme d'actions 2021 relative aux travaux de mise en sécurité du réservoir de Miramont,
- d'arrêter à 170 000 € HT le coût prévisionnel des travaux,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2021

FICHE DE PROPOSITION n° 30 Bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Sécurité / Travaux

Intitulé de l'opération :

Mise en sécurité, réservoir de Miramont :

1. Rehausse bajoyer
2. Recharge enrochement protection antibatillage

Zone d'influence :

Bassin versant du Bahus

Description de l'opération :

Origine

L'étude de danger a mis en évidence la nécessité de rehausser les bajoyers de l'évacuateur de crue et du bassin de dissipation, de réaliser deux merlons de part et d'autre du dissipateur, de retirer la rambarde et rehausser la passerelle. De plus, il a été mis en évidence un phénomène d'érosion important et la formation d'une marche au niveau de l'antibatillage

Buts

1. Afin d'assurer la revanche imposée par la réglementation en crue exceptionnelle le long de l'évacuateur de crue et de garantir le non déversement en crue extrême, les mesures correctives suivantes doivent être prises :
 - Nécessité de rehausser les bajoyers en RD d'environ 70 cm sur toute la longueur du coursier, la RG nécessite une rehausse de moindre envergure mais devra être égalisée par rapport à la RD, (ces mesures ont été calculées en enlevant la rambarde et en rehaussant la passerelle)
 - Réaliser deux merlons calés à la cote 181,50 m NGF de part et d'autre du bassin de dissipation sur 20 m, (ces mesures ont été calculées en enlevant la rambarde et en rehaussant la passerelle)
 - Rehausser la passerelle de 80 cm, de manière à ce qu'elle soit positionnée à 30 cm au-dessus des PHE selon la recommandation CFBR, soit à la cote de 184,35 m NGF.
2. Sur le parement amont de la digue, l'enrochement brise l'énergie des vagues et protège ainsi le parement amont. L'antibatillage est composé d'éléments non-gélifs (diamètre compris entre 100 et 300 mm) entre la cote 190,00 m NGF et 192,00 m NGF. Cette situation n'est pas idéale, la protection devant être normalement remontée jusqu'à la crête. Une recharge des enrochements devra être réalisée et la protection anti batillage devra être étendue jusqu'à la crête de l'ouvrage soit à une cote de 193,2 m NGF.

Une première estimation des services avait conclu à un montant de 120 000 € HT dont 20 000 € HT de maîtrise d'œuvre. Cependant suite aux discussions avec les services de l'état, en particulier sur la quantité de matériaux de l'anti batillage (augmentation de la surface couverte et de la profondeur d'ancrage) et l'augmentation des coûts des matériaux et de l'énergie, il est nécessaire d'actualiser le montant prévisionnel des travaux, sachant que la maîtrise d'œuvre (CACG) a déjà été engagé pour un montant de 19 890,82 € HT

Contenu

Travaux

Maître d'œuvre :

Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) pour un montant de 19 890,82 € HT €

Echéance - Délais :

Échéance fixée : 31 décembre 2022

Coût actualisé de l'opération : 170 000 € HT

	Montant initial	Montant actualisé
Maitrise d'œuvre	20 000 € HT	20 000 € HT (Déjà engagé 19 890,82 € HT)
Travaux	100 000 € HT	150 000 € HT
Total	120 000 € HT	170 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département des Landes	100 %	170 000 €
Montant total	100 %	170 000 €



Plan de situation :

